

Rapport financier **semestriel** **Juin 2012**

*Excellence
& Performance*



6 septembre 2012

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL juin 2012

Les comptes ne sont pas audités mais font l'objet d'un examen limité

SOMMAIRE

Chapitre 1 - Personne responsable

Personne qui assume la responsabilité du Rapport financier semestriel
Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

Chapitre 2 - Les comptes semestriels

Rapport semestriel d'activité

Chapitre 3 - Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels

Comptes consolidés « condensés »

Chapitre 4 - Documents accessibles au public

Documents accessibles au public
Contacts

Personne qui assume la responsabilité du rapport financier semestriel

Daniel KARYOTIS, Président du Directoire

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Daniel KARYOTIS
Paris, le 6 septembre 2012

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE - JUIN 2012

1 - Evénements impactant la consolidation

Aucun événement n'est survenu au cours du premier semestre 2012 impactant les comptes consolidés au 30 juin 2012.

Pour rappel, le compte de résultat au 30 juin 2011 avait été impacté par la cession des titres Eurosic (20,11% du capital) qui avait généré un résultat de cession, net de reprise de dépréciations et d'impôts différés, de 8,8 millions d'euros.

2 - Evénements postérieurs à la clôture

Projet de deuxième loi de finances rectificative pour 2012

La loi de finances rectificative n'étant pas promulguée au 30 juin et le projet de loi de finances n'ayant de toute façon été publié que le 4 juillet 2012, les comptes au 30 juin n'ont pas été impactés. Ainsi, les contributions exceptionnelles, les nouvelles taxes instituées pour 2012 ou l'augmentation du taux de taxes existantes (forfait social en particulier) n'ont pas entraîné de modification des comptes au 30 juin 2012 mais une information en annexe a été donnée.

Le projet de loi de finances rectificative pour 2012 prévoit notamment une contribution exceptionnelle supplémentaire au titre de la taxe systémique bancaire (TSB) équivalente à la taxe acquittée en 2012 et payable au plus tard le 30 septembre 2012. Cette contribution exceptionnelle ne sera pas déductible du résultat imposable.

La contribution exceptionnelle au titre de la TSB constituera une charge supplémentaire pour l'établissement de 1,5 million d'euros. Elle sera comptabilisée sur le second semestre.

3 - Activités et résultats du premier semestre 2012

Environnement

Au niveau mondial, le premier semestre de cette année a été marqué par les resserrements des politiques budgétaires ainsi que les tensions sur les dettes souveraines de la zone Euro. La hausse des prix des matières premières a elle aussi fortement impacté l'économie mondiale. Tous ces facteurs ont fait que la croissance mondiale a globalement continué à freiner.

En zone Euro, les impacts ont été différents entre les pays. Ainsi, alors que l'Italie et l'Espagne sont entrées en récession, l'économie allemande a enregistré une forte croissance. Dans ce contexte, la Banque Centrale Européenne (BCE) a poursuivi sa politique monétaire accommodante. Ainsi, les deux LTRO mis en place respectivement en décembre 2011 et février 2012 ont rencontré un large succès et ont permis aux banques d'accéder à une ressource peu chère, minimisant ainsi les risques d'insolvabilité.

En France, où la récession a été évitée de peu sur les deux dernières années, la croissance est sortie nulle au premier trimestre et ne devrait pas s'améliorer sur le second. En effet, sur ces derniers mois, les incertitudes sur la politique locale et l'évolution au sein de la zone Euro ont largement pesé sur l'économie. Ainsi, sur le premier trimestre, le PIB est sorti en forte baisse à 0,3%, matérialisant le ralentissement économique. Le taux de chômage a quant à lui continué à progresser sur des niveaux au plus haut depuis 2000 (9,6%).

D'une manière générale, la conjoncture reste difficile avec comme principal facteur de risque la crise de la dette souveraine en zone Euro. En France, la politique budgétaire devrait rester serrée afin de respecter les règles fixées sur les déficits budgétaires.

De son côté, la BCE devrait continuer à approvisionner le marché en liquidité. En effet, le risque principal reste le risque de solvabilité plutôt que le risque de surchauffe inflationniste. Dans cette optique, la BCE a déjà opéré une première baisse de son taux directeur début juillet (de 1% à 0,75%).

Activité commerciale

Au premier semestre 2012, en dépit d'une conjoncture économique dégradée et incertaine, la Banque Palatine a poursuivi son développement sur ses deux principaux marchés : la clientèle des entreprises de taille intermédiaire et la clientèle patrimoniale.

La conquête sur les clients cœur de cible s'est poursuivie à un rythme soutenu avec 150 nouvelles entrées en relation Entreprises, en croissance de plus de 10 %, et 319 nouveaux clients patrimoniaux, en augmentation de près de 24 %.

La Banque Palatine continue sur les 6 premiers mois de l'année d'apporter son soutien au financement de l'économie avec, au 30 juin 2012, 6,295 milliards d'encours de crédits distribués aux entreprises et aux particuliers, en croissance de 3,2 % par rapport à l'encours de début d'année.

La Banque a également conforté sa position de collecte de ressources bilancielle, son encours progressant de 7,7 % comparé au 31 décembre 2011 pour s'établir à 7,727 milliards d'euros au 30 juin 2012.

La gestion d'actifs – Palatine Asset Management

Les encours de Palatine Asset Management s'élèvent au 30 juin 2012 à 3,6 milliards d'euros, à comparer aux 3,4 milliards d'euros de début d'année.

Le niveau des marchés actions peu élevé sur la période entraîne naturellement un tassement des produits. Néanmoins, la gestion active pratiquée par la société de gestion, la collecte positive et la bonne maîtrise des charges ont contribué à une bonne tenue du résultat semestriel. Bien qu'en retrait de 1,9 million d'euros par rapport au 30 juin 2011, il demeure, à 3,7 millions d'euros, en avance sur le budget.

Activités et résultats des autres filiales

Ariès Assurances (consolidée par intégration globale) : le résultat net s'élève à 78 milliers d'euros au 30 juin 2012 contre 230 milliers d'euros au 30 juin 2011.

Conservateur Finance (consolidée par mise en équivalence) : la quote-part de résultat net s'élève à 224 milliers d'euros au 30 juin 2012 contre 305 milliers d'euros au 30 juin 2011.

Banque Michel Inschaupé (consolidée par mise en équivalence) : la quote-part de résultat net estimée s'élève à 546 milliers d'euros au 30 juin 2012 contre 430 milliers d'euros au 30 juin 2011.

Résultats financiers consolidés

Le résultat net consolidé IFRS au 30 juin 2012 s'élève à 26,6 M€ contre 37,9 M€ en juin 2011.

Le PNB semestriel s'affiche à 142,2 M€, il diminue de -7,1% par rapport au 30 juin 2011. La marge d'intérêts baisse de -6,0% en raison entre autres du surenchérissement des ressources clientèle. Les commissions quant à elles baissent de -11,1%.

L'évolution des charges d'exploitation, majorées des dotations aux amortissements, reste très bien maîtrisée à -1,1%.

Compte tenu de ces éléments, le résultat brut d'exploitation est en diminution de -15,7% par rapport au 30 juin 2011. Le coefficient d'exploitation ressort ainsi à 62,8% à comparer à 59,0% au 30 juin 2011.

En s'établissant à -13,3 M€, le coût du risque marque une nette amélioration par rapport au 30 juin 2011, date à laquelle il se situait à -22,4 M€. Il résulte de l'amélioration du coût du risque mesuré sur les comptes individuels de la Banque.

En conséquence, le résultat d'exploitation 2012 se situe à 39,6 M€ contre 40,3 M€ en juin 2011.

La quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence s'élève à 0,8 M€ au 30 juin 2012. Au 30 juin 2011, elle bénéficiait du résultat de la participation Eurosic de +2,1 M€.

Les gains sur les autres actifs du 1^{er} semestre 2011 étaient principalement constitués de la plus value de cession de la participation Eurosic pour 11,4 M€.

Le résultat net (part du groupe) du 1^{er} semestre 2012 à 26,6 M€ est proche du résultat net du 1^{er} semestre 2011 retraité de la plus value de cession d'Eurosic pour 8,8 M€, nette des impôts différés.

Les ratios financiers Tier One et de liquidité demeurent à des niveaux élevés avec respectivement 9,6% et 110,5%.

Bilan consolidé

Le bilan consolidé de la Banque, atteint 12 835,1 M€ au 30 juin 2012, soit +1 252,8 M€ par rapport au 31 décembre 2011.

A l'actif, la hausse porte principalement sur les prêts et créances sur les établissements de crédit + 917,5 M€, le poste de prêts et créances sur la clientèle affichant également une progression de + 328,3 M€.

Au passif, l'augmentation se traduit principalement sur les dettes envers la clientèle + 616,2 M€, les dettes représentées par un titre + 332,1 M€ et sur les dettes envers les établissements de crédit + 220,8 M€. Les capitaux propres (part du groupe) à 754,9 M€ bénéficient du résultat de l'exercice.

4 - Gestion des risques

Risque de taux et de liquidité

Les risques de taux et de liquidité sont gérés dans le cadre de la gestion actif / passif de la Banque dont les objectifs sont de protéger et d'optimiser le bilan de la Banque et les marges commerciales en assurant la régularité des résultats par une maîtrise et une couverture adaptée de ces risques.

Un Comité de Gestion de Bilan assure trimestriellement cette gestion, étant entendu que la liquidité est en outre suivie quotidiennement et mensuellement par des indicateurs internes et réglementaires soumis à limites.

Ces risques sont mesurés :

- selon une approche statique, s'entendant jusqu'à l'extinction des opérations de bilan et de hors-bilan à la date d'analyse,
- selon une approche dynamique intégrant des prévisions d'activités sur l'exercice en cours et les deux suivants.

Risque de crédit

La Banque Palatine n'a pas d'engagements sur des pays figurant dans la liste des pays à risque définie par la BPCE.

Dans un contexte économique difficile, la Banque a su développer son activité en liaison avec une maîtrise des risques lors du premier semestre 2012, illustrée par une diminution du coût du risque par rapport à l'an dernier et un taux de douteux sur engagements bilan et hors-bilan de la Banque commerciale à 4,4% contre 4,5% en 2011.

Le nombre de dossiers en mandat ad'hoc tend à augmenter sur les derniers mois.

5 - Perspectives du second semestre 2012

Les anticipations macro-économiques du deuxième semestre 2012 sont plutôt négatives tant en perspectives de croissance que de chômage, seule l'inflation donne des signes encourageants de décélération.

Les règlements des crises des dettes souveraines européennes et des banques espagnoles restent sous haute surveillance des partenaires de l'Europe. La France, dans le cadre de la préparation de son budget 2013, doit apporter les réponses attendues sur sa capacité à réduire ses déficits publics afin de maintenir la confiance des investisseurs.

Dans ce contexte difficile et incertain, la demande de crédits pourrait ralentir malgré la récente décision de la BCE de baisser ses taux d'intervention début juillet 2012. Les résultats financiers du deuxième semestre 2012 devraient s'inscrire dans la continuité de ceux du premier semestre.

Enfin, la composition du capital de la Banque Palatine s'est modifiée suite à l'achat début juillet 2012 par la BPCE de la participation détenue par le CFF.



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris 14 Défense Cedex
France

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

Banque Palatine S.A.

**Rapport des commissaires aux
comptes sur l'information
financière semestrielle 2012**

Période du 1er janvier 2012 au 30 juin 2012

Banque Palatine S.A.

42, rue d'Anjou - 75008 Paris

Ce rapport contient 28 pages

Référence : MCJ-123-06



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

Banque Palatine S.A.

Siège social : 42, rue d'Anjou - 75008 Paris
Capital social : € 538 802 680

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Banque Palatine S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 6 septembre 2012

KPMG Audit

PricewaterhouseCoopers Audit

Département de KPMG S.A.

Marie-Christine Jolys
Associée

Lionel Lepetit
Associé

Philippe Saint-Pierre
Associé

Anik Chaumartin
Associée

1^{ER} SEMESTRE 2012

COMPTES CONSOLIDES RESUMES
IFRS
DU GROUPE PALATINE
AU 30 JUIN 2012

I. BILAN CONSOLIDE

ACTIF

ACTIF			
<i>en millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2012	31 décembre 2011
Caisse, banques centrales		47,0	56,8
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1.1	42,0	34,2
Instruments dérivés de couverture	4.2	19,0	12,1
Actifs financiers disponibles à la vente	4.3	601,6	665,0
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4.5.1	4 796,1	3 878,6
Prêts et créances sur la clientèle	4.5.2	6 948,4	6 620,1
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	4.6	130,2	132,1
Actifs d'impôts courants		0,6	0,0
Actifs d'impôts différés		21,8	23,1
Comptes de régularisation et actifs divers		161,4	92,3
Participations dans les entreprises mises en équivalence	4.8	14,8	14,7
Immobilisations corporelles		27,9	28,8
Immobilisations incorporelles		20,4	20,4
Ecarts d'acquisition	4.9	4,1	4,1
Total de l'actif		12 835,1	11 582,3

PASSIF

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2012	31 décembre 2011
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1.2	40,2	32,8
Instruments dérivés de couverture	4.2	81,0	25,9
Dettes envers les établissements de crédit	4.10.1	2 848,8	2 628,0
Dettes envers la clientèle	4.10.2	6 045,9	5 429,8
Dettes représentées par un titre	4.11	2 808,2	2 476,1
Passifs d'impôts courants		0,0	9,0
Passifs d'impôts différés		1,8	8,5
Comptes de régularisation et passifs divers		175,7	135,4
Provisions	4.12	38,4	36,7
Dettes subordonnées	4.13	40,3	40,6
Capitaux propres		754,9	759,5
Capitaux propres part du groupe		754,9	759,5
Capital et primes liées		595,5	595,5
Réserves consolidées		133,2	90,5
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-0,4	11,9
Résultat de la période		26,6	61,6
Intérêts minoritaires		0,0	0,0
Total du passif		12 835,1	11 582,3

II. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>en millions d'euros</i>	Notes	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Intérêts et produits assimilés	5.1	199,2	185,9
Intérêts et charges assimilées	5.1	-103,8	-84,4
Commissions (produits)	5.2	47,1	52,0
Commissions (charges)	5.2	-6,0	-5,8
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	5.3	2,3	1,0
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	5.4	1,6	1,2
Produits des autres activités	5.5	2,5	5,2
Charges des autres activités	5.5	-0,8	-2,1
Produit net bancaire		142,2	153,0
Charges générales d'exploitation	5.6	-84,0	-85,3
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		-5,3	-5,1
Résultat brut d'exploitation		52,9	62,7
Coût du risque	5.7.1	-13,3	-22,4
Résultat d'exploitation		39,6	40,3
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	5.8	0,8	2,9
Gains ou pertes sur autres actifs	5.9	0,0	12,2
Résultat avant impôts		40,4	55,4
Impôts sur le résultat	5.10	-13,8	-17,9
Résultat net		26,6	37,6
Résultat net part du groupe		26,6	37,9
Intérêts minoritaires		0,0	0,3

III. RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>en millions d'euros</i>	Notes	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Résultat net		26,6	37,5
Ecart de conversion		-0,1	0,1
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente		-17,1	0,7
<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>		-17,1	1,3
<i>Variations de valeur de la période rapportée au résultat</i>		0,0	-0,6
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture		-1,8	0,9
<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>		-1,8	0,9
Quote part de gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		0,0	2,6
<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>		0,0	2,6
Impôts		6,7	-0,6
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôt)		-12,3	3,7
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		14,3	41,3
Part du groupe		14,3	41,6
Intérêts minoritaires		0,0	-0,3

IV. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en millions d'euros	Capital et primes liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Primes	Réserves	Titres super subordonnés à durée indéterminée	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Variation de juste valeur des instruments						
							Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture					
Capitaux propres au 1er janvier 2011	538,8	56,7	91,1	80,0	-39,2	0,0	8,8	-10,9	0,0	725,3	0,9	726,2	
<u>Mouvements liés aux relations avec les actionnaires</u>													
Composante capitaux propres des instruments hybrides													
Distribution			-34,2										
<i>Sous-total</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-34,2</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-34,7</i>	<i>0,0</i>	<i>-34,7</i>	
<u>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</u>													
Variations de valeurs des instruments financiers affectant les capitaux propres													
Variations de valeurs des instruments financiers rapportées au résultat													
<i>Sous-total</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-7,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>10,3</i>	<i>0,0</i>	<i>3,7</i>	<i>0,0</i>	<i>3,7</i>	
<u>Autres variations</u>													
Résultat													
Autres variations													
<i>Sous-total</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>1,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>37,9</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,4</i>	
Capitaux propres au 30 juin 2011	538,8	56,7	56,9	80,0	-45,7	0,1	9,1	-0,6	37,9	733,2	0,0	733,2	
<u>Mouvements liés aux relations avec les actionnaires</u>													
Composante capitaux propres des instruments hybrides													
Distribution													
<i>Sous-total</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,7</i>	
<u>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</u>													
Variations de valeurs des instruments financiers affectant les capitaux propres													
Variations de valeurs des instruments financiers rapportées au résultat													
<i>Sous-total</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>3,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>3,3</i>	<i>0,0</i>	<i>3,3</i>	
<u>Autres variations</u>													
Résultat													
<i>Sous-total</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>23,7</i>	<i>23,7</i>	<i>0,0</i>	<i>23,7</i>	
Capitaux propres au 31 décembre 2011	538,8	56,7	56,9	80,0	-46,4	-0,1	12,5	-0,5	61,6	759,5	0,0	759,5	
Affectation du résultat de l'exercice 2011			57,2										
Capitaux propres au 1er janvier 2012	538,8	56,7	114,1	80,0	-42,0	-0,1	12,5	-0,5	0,0	759,5	0,0	759,5	
<u>Mouvements liés aux relations avec les actionnaires</u>													
Composante capitaux propres des instruments hybrides													
Distribution			-18,3										
<i>Sous-total</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-18,3</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-18,9</i>	<i>0,0</i>	<i>-18,9</i>	
<u>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</u>													
Variations de valeurs des instruments financiers affectant les capitaux propres													
<i>Sous-total</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-11,1</i>	<i>-1,2</i>	<i>0,0</i>	<i>-12,3</i>	<i>0,0</i>	<i>-12,3</i>	
<u>Autres variations</u>													
Résultat													
<i>Sous-total</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>26,6</i>	<i>26,6</i>	<i>0,0</i>	<i>26,6</i>	
Capitaux propres au 30 juin 2012	538,8	56,7	95,8	80,0	-42,6	-0,1	1,4	-1,7	26,6	754,9	0,0	754,9	

V. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Résultat avant impôts	40,4	55,4
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	5,3	5,1
Dotations nettes aux provisions et aux dépréciations	2,6	-0,3
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-0,1	4,6
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	-2,6	-5,1
Produits/charges des activités de financement	0,5	0,5
Autres mouvements	-20,9	110,3
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts	-15,2	115,0
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-1 017,6	-917,9
Flux liés aux opérations avec la clientèle	395,1	496,5
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	387,3	-129,0
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	-102,4	-91,1
Impôts versés	-21,9	-8,5
Augmentation/(Diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-359,5	-650,0
Total flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	-334,3	-479,6
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	3,8	6,1
Flux liés aux immeubles de placement	0,0	2,1
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-4,6	-3,6
Total flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	-0,8	4,6
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-18,3	-34,2
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-0,8	-0,8
Total flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	-19,1	-35,0
Effet de la variation des taux de change (D)	0,0	0,0
Flux nets de trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	-354,2	-510,0
Caisse et banques centrales (solde net des comptes actifs et passifs)	56,9	194,0
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue avec les établissements de crédit	568,6	402,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	625,5	596,7
Caisse et banques centrales (solde net des comptes actifs et passifs)	47,0	33,1
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue avec les établissements de crédit	224,3	53,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	271,3	86,7
Variation de la trésorerie nette	-354,2	-510,0

VI. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DU GROUPE PALATINE

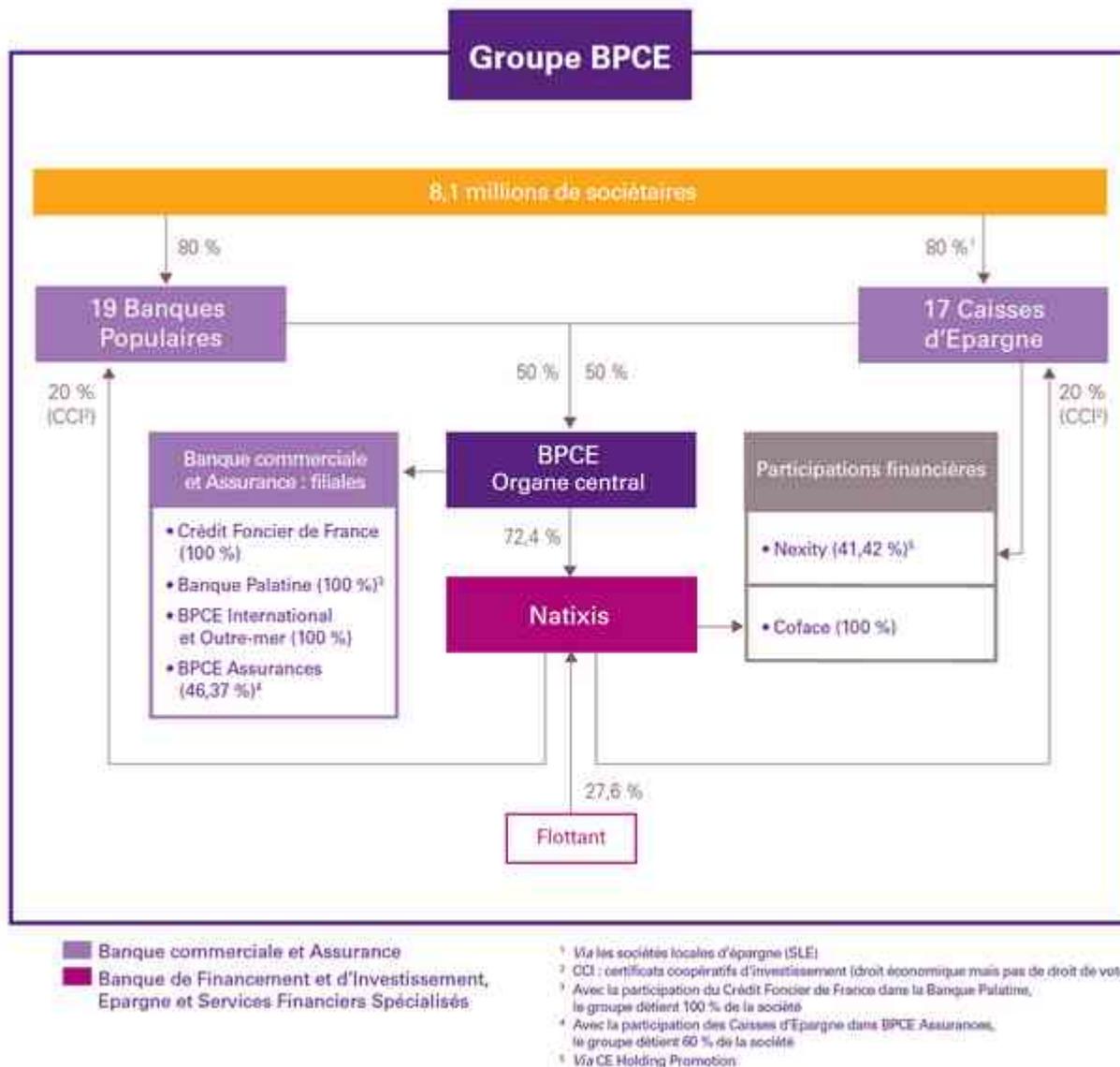
NOTE 1 – CADRE GENERAL	11
1.1 LE GROUPE BPCE ET LA BANQUE PALATINE.....	11
1.2 MÉCANISME DE GARANTIE	13
1.3 FAITS CARACTÉRISTIQUES	13
1.4 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	14
NOTE 2 – NORMES COMPTABLES APPLICABLES ET COMPARABILITE.....	15
2.1 CADRE RÉGLEMENTAIRE	15
2.2 RÉFÉRENTIEL.....	15
2.3 RECOURS À DES ESTIMATIONS	16
2.4 PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET DATE DE CLÔTURE	16
NOTE 3 – INFORMATIONS SECTORIELLES.....	17
NOTE 4 – NOTES RELATIVES AU BILAN	18
4.1 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	18
4.1.1 ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	18
4.1.2 PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	18
4.1.3 INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION.....	18
4.2 INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	18
4.3 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	18
4.4 HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS.....	19
4.5 PRÊTS ET CRÉANCES	19
4.5.1 PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT.....	19
4.5.2 PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE.....	20
4.6 ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE.....	20
4.7 RECLASSEMENTS D'ACTIFS FINANCIERS	20
4.8 PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	21
4.9 ECARTS D'ACQUISITION.....	21
4.10 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE.....	22
4.10.1 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT.....	22
4.10.2 DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	22
4.11 DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	22
4.12 PROVISIONS	22
4.13 DETTES SUBORDONNÉES	23
4.14 ACTIONS ORDINAIRES ET INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES ÉMIS	23
4.14.1 ACTIONS ORDINAIRES.....	23
4.14.2 TITRES SUPER SUBORDONNÉS À DURÉE INDÉTERMINÉE CLASSÉS EN CAPITAUX PROPRES.....	23
NOTE 5 – NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	24
5.1 INTÉRÊTS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILÉS.....	24
5.2 PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS.....	24
5.3 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	24
5.4 GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE.....	24
5.5 PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS	25
5.6 CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION.....	25
5.7 RISQUE DE CRÉDIT	25
5.7.1 COÛT DU RISQUE	25
5.7.2 DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS POUR RISQUE DE CRÉDIT.....	25
5.8 QUOTE-PART DANS LE RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	26
5.9 GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	26

5.10	IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	26
5.10.1	COMPOSANTE DU POSTE « IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT »	26
5.10.2	RAPPROCHEMENT ENTRE LA CHARGE D'IMPÔT COMPTABILISÉE ET LA CHARGE D'IMPÔT THÉORIQUE	26
NOTE 6	– ENGAGEMENTS	27
6.1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	27
6.2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	27
6.3	ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE	27
NOTE 7	– PERIMETRE DE CONSOLIDATION	28

Note 1 – Cadre général

1.1 Le Groupe BPCE et la Banque Palatine

Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'organe central BPCE et ses filiales.



Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 19 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du Groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Épargne comprend les Caisses d'Épargne et de Prévoyance et les sociétés locales d'épargne.

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 80 % par leurs sociétaires et de 20 % par Natixis *via* les certificats coopératifs d'investissement (CCI).

Le capital des Caisses d'Épargne est détenu à hauteur de 80 % par les sociétés locales d'épargne (SLE) et de 20 % par Natixis *via* les CCI. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Épargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 17 Caisses d'Épargne et les 19 Banques Populaires.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de Groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de détail, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du Groupe.

Les principales filiales de BPCE sont organisées autour de trois grands pôles :

- Natixis, structure cotée détenue à 72,4 %, qui réunit la Banque de Financement et d'Investissement, l'Épargne et les Services Financiers Spécialisés ;
- la Banque Commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine et BPCE International et Outre Mer) ;
- les filiales et participations financières.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du Groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du Groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du Groupe.

Banque Palatine

La Banque Palatine est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance, filiale de l'organe central BPCE. Son siège social est situé au 42 rue d'Anjou - 75008 Paris (France).

Au 30 juin 2012, son capital est réparti de la façon suivante :

- BPCE : 91,67 %,
- Crédit Foncier de France : 8,33 %.

Les activités de ses principales filiales et participations se répartissent autour de deux pôles :

- les activités de services financiers et de gestion d'actifs ;
- les activités d'assurance.

1.2 Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément à l'article L.512-107 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du Groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de solvabilité du Groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du Groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.

Le Fonds réseau Banque Populaire est constitué d'un dépôt de 450,0 millions d'euros effectué par les Banques dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance fait l'objet d'un dépôt de 450,0 millions d'euros effectué par les Caisses dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds de Garantie Mutuel est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts est de 330,1 millions d'euros au 30 juin 2012 et le fonds sera abondé chaque année à hauteur de 5 % de la contribution des Banques Populaires, des Caisses d'Epargne et de leurs filiales aux résultats consolidés du Groupe.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance et du Fonds de Garantie Mutuel ne pourra être inférieur à 0,15 % et ne pourra excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du Groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Le Directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3 Faits caractéristiques

Aucun événement n'est survenu au cours du premier semestre 2012 impactant les comptes consolidés au 30 juin 2012.

Pour rappel, le compte de résultat au 30 juin 2011 avait été impacté par la cession des titres Eurosic (20,11% du capital) qui avait généré un résultat de cession, net de reprise de dépréciations et d'impôts différés, de 8,8 millions d'euros.

1.4 Événements postérieurs à la clôture

Projet de deuxième loi de finances rectificative pour 2012

La loi de finances rectificative n'étant pas promulguée au 30 juin et le projet de loi de finances n'ayant de toute façon été publié que le 4 juillet 2012, les comptes au 30 juin n'ont pas été impactés. Ainsi, les contributions exceptionnelles, les nouvelles taxes instituées pour 2012 ou l'augmentation du taux de taxes existantes (forfait social en particulier) n'ont pas entraîné de modification des comptes au 30 juin 2012 mais une information en annexe a été donnée.

Le projet de loi de finances rectificative pour 2012 prévoit notamment une contribution exceptionnelle supplémentaire au titre de la taxe systémique bancaire (TSB) équivalente à la taxe acquittée en 2012 et payable au plus tard le 30 septembre 2012. Cette contribution exceptionnelle ne sera pas déductible du résultat imposable.

La contribution exceptionnelle au titre de la TSB constituera une charge supplémentaire pour l'établissement de 1,5 million d'euros. Elle sera comptabilisée sur le second semestre.

Note 2 – Normes comptables applicables et comparabilité

2.1 Cadre réglementaire

Conformément au règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le Groupe Palatine a établi ses comptes consolidés au titre du 1er semestre 2012 en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant donc certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture¹.

Ce jeu résumé d'états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2012 a été préparé conformément à la norme IAS 34, « Information financière intermédiaire ». Ainsi, les notes présentées portent sur les éléments les plus significatifs du semestre et doivent donc être lues en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2011.

2.2 Référentiel

Les normes et les principes comptables sont identiques à ceux utilisés et décrits dans les états financiers au 31 décembre 2011.

Les autres normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire en 2012 n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les textes adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2012 mais non encore entrés en vigueur à cette date :

- amendement à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » adopté par la Commission européenne le 5 juin 2012 et applicable de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2012. Cet amendement vise à enrichir l'information financière sur l'état du « Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». Les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres devront être présentés de façon à faire apparaître de façon distincte les éléments qui pourraient faire l'objet d'un recyclage en résultat net de ceux qui ne seront jamais recyclés en résultat net ;
- amendement à la norme IAS 19 intitulé « Avantages du personnel » adopté par la Commission européenne le 5 juin 2012 et applicable de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 de façon rétrospective. Cet amendement apporte des modifications sur la comptabilisation et la présentation des engagements de retraite et assimilés notamment concernant les écarts actuariels qui seront reconnus immédiatement et en totalité en capitaux propres et les coûts des services passés qui seront comptabilisés immédiatement en résultat. Il est actuellement réalisé un chiffrage des impacts liés à la première application de cette nouvelle norme.

La norme IFRS 13 : « Évaluation de la juste valeur » est applicable de façon prospective pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. IFRS 13 indique comment mesurer la juste valeur mais ne modifie pas les conditions d'application de la juste valeur. Il est actuellement réalisé un chiffrage des impacts liés à la première application de cette nouvelle norme.

¹ Ce référentiel est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

2.3 Recours à des estimations

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations, utilisant les informations disponibles à la date de clôture, font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 30 juin 2012, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation ;
- le montant des dépréciations des actifs financiers, et plus particulièrement les dépréciations des actifs financiers disponibles à la vente, ainsi que les dépréciations sur base individuelle ou calculées sur la base de portefeuilles ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne logement ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs ;
- les impôts différés ;
- les tests de dépréciations des écarts d'acquisition.

2.4 Présentation des états financiers consolidés et date de clôture

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation no 2009 R 04 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité.

Les comptes consolidés résumés sont établis à partir des comptes au 30 juin 2012 des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation du Groupe Palatine. Les états financiers consolidés du Groupe ont été arrêtés par le conseil de surveillance du 6 septembre 2012.

Note 3 – Informations sectorielles

Le Groupe Palatine est, conformément aux normes définies par le Groupe BPCE, présentée selon les 3 pôles suivants :

- la banque de proximité ;
- la gestion d'actifs ;
- les autres activités.

Le pôle « Banque de proximité » recouvre l'ensemble des activités de l'entité « Banque Palatine ».

Le pôle « Gestion d'actifs » englobe l'ensemble des activités de la filiale de gestion d'actifs « Palatine Asset Management ».

A ces deux pôles, il convient d'ajouter les « Autres activités » regroupant l'activité d'assurance de la filiale « Aries Assurances », ainsi que les quotes-parts de résultats des sociétés mises en équivalence (Bami et Conservateur Finance).

L'analyse géographique des résultats sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités, le produit net bancaire du Groupe Palatine étant intégralement réalisé en France.

	Banque de Proximité		Gestion d'actifs		Autres activités		Total Groupe	
	1er semestre 2012	1er semestre 2011	1er semestre 2012	1er semestre 2011	1er semestre 2012	1er semestre 2011	1er semestre 2012	1er semestre 2011
<i>(en millions d'euros)</i>								
Intérêts et produits assimilés	199,2	185,9					199,2	185,9
Intérêts et charges assimilés	-103,8	-84,4					-103,8	-84,4
Autres produits et charges	35,5	36,2	11,1	14,5	0,2	0,8	46,8	51,5
Frais de Gestion	-83,7	-83,2	-5,5	-6,1	-0,1	-1,0	-89,3	-90,3
Résultat brut d'exploitation	47,2	54,5	5,6	8,4	0,1	-0,2	52,9	62,7
Coût du risque	-13,3	-22,4					-13,3	-22,4
Résultat des sociétés MEE					0,8	2,9	0,8	2,9
Gains ou pertes nets sur autres actifs		12,2					0,0	12,2
Résultat courant avant impôts	33,9	44,3	5,6	8,4	0,9	2,7	40,4	55,4
Impôt sur les bénéfices	-11,8	-15,1	-1,9	-2,8	-0,1		-13,8	-17,9
Intérêts minoritaires						0,3	0,0	0,3
RESULTAT NET (Part du groupe)	22,1	29,2	3,7	5,6	0,8	2,9	26,6	37,9
Total ACTIF	12 809,1	10 992,5	13,0	15,3	13,0	12,3	12 835,1	11 020,1

Note 4 – Notes relatives au bilan

4.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

4.1.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
	Transaction	Transaction
Dérivés de transaction	42,0	34,2
Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat	42,0	34,2

4.1.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Dérivés de transaction	40,2	32,8
Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat	40,2	32,8

4.1.3 Instruments dérivés de transaction

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2012			31 décembre 2011		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	2 071,4	24,2	22,3	1 235,3	24,3	23,0
Instruments de change	1 517,5	0,0	0,0	1 472,0	0,0	0,0
Opérations fermes	3 588,9	24,2	22,3	2 707,3	24,3	23,0
Instruments de taux	1 417,7	4,2	4,1	1 387,4	4,2	4,2
Instruments de change	629,5	13,6	13,8	264,1	5,7	5,7
Opérations conditionnelles	2 047,2	17,8	17,9	1 651,5	9,9	9,8
Total des instruments dérivés de transaction	5 636,1	42,0	40,2	4 358,8	34,2	32,8

4.2 Instruments dérivés de couverture

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2012			31 décembre 2011		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	2 941,8	19,0	78,5	1 432,1	12,1	25,1
Opérations fermes	2 941,8	19,0	78,5	1 432,1	12,1	25,1
Couverture de juste valeur	2 941,8	19,0	78,5	1 432,1	12,1	25,1
Instruments de taux	370,4	0,0	2,5	54,4	0,0	0,9
Opérations fermes	370,4	0,0	2,5	54,4	0,0	0,9
Couverture de flux de trésorerie	370,4	0,0	2,5	54,4	0,0	0,9
Total des instruments dérivés de couverture	3 312,2	19,0	81,0	1 486,5	12,1	25,9

4.3 Actifs financiers disponibles à la vente

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Obligations et autres titres à revenu fixe	581,9	639,7
Titres à revenu fixe	581,9	639,7
Actions et autres titres à revenu variable	19,0	24,7
Prêts à la clientèle	0,7	0,7
Prêts	0,7	0,7
Créances douteuses	0,2	0,2
Montant brut des actifs financiers disponibles à la vente	601,8	665,3
Dépréciation des créances douteuses	-0,2	-0,2
Dépréciation durable sur actions et autres titres à revenu variable	-0,1	-0,1
Total des actifs financiers disponibles à la vente	601,6	665,0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (avant impôt)	3,5	20,9

Les actifs financiers disponibles à la vente sont dépréciés en présence d'indices de pertes de valeur lorsque le Groupe estime que son investissement pourrait ne pas être recouvré. Pour les titres à revenu variable cotés, une baisse de plus de 50 % par rapport au coût historique ou depuis plus de 36 mois constituent des indices de perte de valeur.

4.4 Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

en millions d'euros	30 juin 2012				31 décembre 2011			
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total
ACTIFS FINANCIERS								
Instruments dérivés	42,0	0,0	0,0	42,0	34,2	0,0	0,0	34,2
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	42,0	0,0	0,0	42,0	34,2	0,0	0,0	34,2
Instruments dérivés de couverture	19,0	0,0	0,0	19,0	12,1	0,0	0,0	12,1
Titres	595,3	0,0	5,6	600,9	659,2	0,0	5,1	664,3
Autres actifs financiers	0,7	0,0	0,0	0,7	0,7	0,0	0,0	0,7
Actifs financiers disponibles à la vente	596,0	0,0	5,6	601,6	659,9	0,0	5,1	665,0
PASSIFS FINANCIERS								
Instruments dérivés	40,2	0,0	0,0	40,2	32,8	0,0	0,0	32,8
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	40,2	0,0	0,0	40,2	32,8	0,0	0,0	32,8
Instruments dérivés de couverture	81,0	0,0	0,0	81,0	25,9	0,0	0,0	25,9

Au 30 juin 2012, les instruments financiers évalués selon une technique utilisant des données non observables correspondent aux titres de participation non consolidés.

4.5 Prêts et créances

Il s'agit des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas traités sur un marché actif. La grande majorité des crédits accordés par le Groupe est classée dans cette catégorie.

4.5.1 Prêts et créances sur les établissements de crédit

en millions d'euros	30 juin 2012	31 décembre 2011
Prêts et créances sains	4 796,0	3 878,4
Prêts et créances sains nets	4 796,0	3 878,4
Prêts et créances douteux	0,1	0,2
Prêts et créances douteux nets	0,1	0,2
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	4 796,1	3 878,6

Décomposition des prêts et créances sains sur les établissements de crédit

en millions d'euros	30 juin 2012	31 décembre 2011
Comptes ordinaires débiteurs	44,6	202,1
Comptes et prêts	4 744,3	3 663,2
Prêts subordonnés et prêts participatifs	2,8	4,6
Titres assimilés à des prêts et créances	4,3	8,5
Total des prêts et créances sains sur les établissements de crédit	4 796,0	3 878,4

Les fonds du Livret A et du LDD centralisés à la Caisse des Dépôts et présentés sur la ligne « Comptes ordinaires débiteurs » s'élèvent à 178,2 millions d'euros au 30 juin 2012 (156,0 millions d'euros au 31 décembre 2011).

4.5.2 Prêts et créances sur la clientèle

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Prêts et créances sains	6 728,6	6 372,8
Dépréciations sur base de portefeuilles	-14,4	-19,1
Prêts et créances sains nets	6 714,2	6 353,7
Prêts et créances douteux	353,2	351,2
Titres assimilés à des prêts et créances douteux	61,0	89,5
Dépréciations individuelles	-180,0	-174,3
Prêts et créances douteux nets	234,2	266,4
Total des prêts et créances sur la clientèle	6 948,4	6 620,1

Décomposition des prêts et créances sains sur la clientèle

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Comptes ordinaires débiteurs	441,8	369,0
Crédits de trésorerie	1 368,7	1 220,9
Crédits à l'équipement	1 202,8	1 133,1
Crédits au logement	1 766,1	1 794,3
Crédits à l'exportation	101,2	82,2
Autres crédits	1 734,7	1 654,6
Prêts subordonnés	1,0	1,0
Autres concours à la clientèle	6 174,5	5 886,1
Titres assimilés à des prêts et créances	112,3	117,7
Total des prêts et créances sains sur la clientèle	6 728,6	6 372,8

Les « Titres assimilés à des prêts et créances douteux » bénéficient d'une garantie totale de remboursement de la part du groupe BPCE. De ce fait, la Banque Palatine ne constate pas de dépréciation pour ces titres.

Le taux de dépréciation des prêts et créances douteux (hors titres assimilés) s'élève à 51,0 % au 30 juin 2012 (49,6 % au 31 décembre 2011).

4.6 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Effets publics et valeurs assimilées	130,2	132,1
Montant brut des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	130,2	132,1
Dépréciation	0,0	0,0
Total des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	130,2	132,1

4.7 Reclassements d'actifs financiers

En application des amendements des normes IAS 39 et IFRS 7 « Reclassements d'actifs financiers », le Groupe a procédé au reclassement de certains actifs financiers au cours de l'exercice 2009. Aucun reclassement n'a été effectué au cours des exercices 2010, 2011, ni au cours du 1^{er} semestre 2012.

Portefeuille d'actifs financiers reclassés

<i>en milliers d'euros</i>	Valeur nette comptable à la date du reclassement	Valeur nette comptable au 31 décembre 2011	Valeur nette comptable au 30 juin 2012	Juste valeur au 31 décembre 2011	Juste valeur au 30 juin 2012
Actifs reclassés en 2009					
Actifs financiers disponibles à la vente reclassés en prêts et créances	22,8	26,9	22,7	29,7	30,4
Total des titres reclassés en 2009	22,8	26,9	22,7	29,7	30,4
Actifs reclassés en 2010, 2011 et 2012					
Total des titres reclassés en 2010, 2011 et 2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des titres reclassés	22,8	26,9	22,7	29,7	30,4

Résultats afférents aux actifs financiers reclassés et résultats qui auraient été comptabilisés

Résultat du 1^{er} semestre 2012 relatif aux actifs financiers reclassés :

<i>en milliers d'euros</i>	Produit net bancaire	Coût du risque	Total (avant impôts)
Actifs financiers disponibles à la vente reclassés en prêts et créances	1,1		1,1
Total	1,1	0,0	1,1

Les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur les actifs financiers transférés s'élèvent à une charge de 3,8 millions d'euros au 30 juin 2012.

Variation de juste valeur qui aurait été comptabilisée si les titres n'avaient pas été reclassés :

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Variation de juste valeur qui aurait été enregistrée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres :		
Actifs financiers disponibles à la vente reclassés en prêts et créances	0,2	0,5
Total	0,2	0,5

4.8 Participations dans les entreprises mises en équivalence

Les participations du Groupe mises en équivalence concernent les sociétés suivantes :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Sociétés financières		
Banque Michel Inchauspe	10,8	10,6
Conservateur Finance	4,0	4,1
Total des participations dans les entreprises mises en équivalence	14,8	14,7

4.9 Ecarts d'acquisition

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Valeur brute à l'ouverture	4,1	6,2
Cessions	0,0	-2,1
Valeur brute à la clôture	4,1	4,1
Cumul des pertes de valeur à la clôture	0,0	0,0
Valeur nette à la clôture	4,1	4,1

<i>en millions d'euros</i>	Valeur nette comptable	
	30 juin 2012	31 décembre 2011
Aries Assurances	4,1	4,1
Total des écarts d'acquisition	4,1	4,1

Cet écart d'acquisition a, conformément à la réglementation, fait l'objet d'un test de dépréciation au 31 décembre 2011 fondé sur l'appréciation de la valeur d'utilité d'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle il est rattaché. En l'absence d'identification d'indices de pertes de valeur au 1^{er} semestre 2012, ce test n'a pas été réitéré.

4.10 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

4.10.1 Dettes envers les établissements de crédit

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Comptes à vue	247,3	115,3
Dettes rattachées	0,4	0,6
Dettes à vue envers les établissements de crédit	247,7	115,9
Emprunts et comptes à terme	2 092,0	2 028,9
Opérations de pension	500,5	471,3
Dettes rattachées	8,6	11,9
Dettes à terme envers les établissements de crédit	2 601,1	2 512,1
Total des dettes envers les établissements de crédit	2 848,8	2 628,0

4.10.2 Dettes envers la clientèle

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Comptes ordinaires créditeurs	3 424,7	3 278,5
Livret A	116,9	96,2
Livret Jeune	0,6	0,6
Livret B	488,4	503,2
PEL	239,6	236,3
CEL	20,9	20,9
Livret de développement durable	66,2	64,4
PEP	1,4	1,4
Autres	25,7	23,1
Dettes rattachées	10,6	11,4
Comptes d'épargne à régime spécial	970,3	957,5
Comptes et emprunts à vue	12,3	12,1
Comptes et emprunts à terme	1 630,1	1 174,5
Dettes rattachées	8,5	7,2
Autres comptes de la clientèle	1 650,9	1 193,8
Total des dettes envers la clientèle	6 045,9	5 429,8

4.11 Dettes représentées par un titre

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Bons de caisse et Bons d'Epargne	0,3	0,3
Titres du marché interbancaire, titres de créances négociables et certificats de dépôts	2 743,2	2 419,1
Emprunts obligataires	50,1	50,2
Total	2 793,6	2 469,5
Dettes rattachées	14,6	6,6
Total des dettes représentées par un titre	2 808,2	2 476,1

4.12 Provisions

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2011	Augmentation	Reprises non utilisées	30 juin 2012
Provisions pour engagements sociaux	13,6	0,8	-0,4	14,0
Provisions pour activité d'épargne-logement	6,8	0,0	-1,0	5,8
Provisions pour engagements hors bilan	14,1	4,6	-4,9	13,8
Provisions pour litiges	2,2	0,1	-0,6	1,7
Autres provisions	0,0	3,1	0,0	3,1
Autres provisions	23,1	7,8	-6,5	24,4
Total des provisions	36,7	8,6	-6,9	38,4

4.13 Dettes subordonnées

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Dettes subordonnées à durée déterminée	40,0	40,0
Total	40,0	40,0
Dettes rattachées	0,3	0,6
Total des dettes subordonnées	40,3	40,6

4.14 Actions ordinaires et instruments de capitaux propres émis

4.14.1 Actions ordinaires

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2012			31 décembre 2011		
	Nombre d'actions	Nominal	Capital	Nombre d'actions	Nominal	Capital
Actions ordinaires Banque Palatine						
Valeur à l'ouverture	26 940 134	20	538,8	26 940 134	20	538,8
Valeur à la clôture	26 940 134	20	538,8	26 940 134	20	538,8

4.14.2 Titres super subordonnés à durée indéterminée classés en capitaux propres

Entité émettrice	Date d'émission	Prix d'émission	Devise d'émission	Date d'option de remboursement ou de majoration d'intérêt	Taux d'intérêt	Majoration d'intérêts - en points de base- (1)	30 juin 2012 (en millions d'euros)
BPCE	28/12/2004	15,0	EUR	28/12/2014	Euribor 3M + 1,0%	1% supplémentaire	15,0
BPCE	20/12/2005	65,0	EUR	20/12/2015	Euribor 3M + 0,92%	1% supplémentaire	65,0
Total des dettes super subordonnées à durée indéterminée							80,0

Note 5 – Notes relatives au compte de résultat

5.1 Intérêts, produits et charges assimilés

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012			1er semestre 2011		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Prêts et créances avec la clientèle	123,4	-33,5	89,9	118,4	-26,6	91,9
- <i>Opérations avec la clientèle (hors régime spécial)</i>	<i>122,5</i>	<i>-22,7</i>	<i>99,8</i>	<i>118,0</i>	<i>-17,0</i>	<i>101,0</i>
- <i>Prêts et comptes à terme à régime spécial</i>	<i>0,9</i>	<i>-10,8</i>	<i>-9,9</i>	<i>0,4</i>	<i>-9,6</i>	<i>-9,2</i>
Prêts et créances avec les établissements de crédit	45,1	-23,8	21,3	38,0	-24,0	14,0
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	//////	-26,8	-26,8	//////	-17,4	-17,4
Instruments dérivés de couverture	11,5	-19,8	-8,3	8,7	-16,4	-7,7
Actifs financiers disponibles à la vente	15,1	0,0	15,1	16,0	0,0	16,0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	2,7	0,0	2,7	3,0	0,0	3,0
Actifs financiers dépréciés	1,5	0,0	1,5	1,7	0,0	1,7
Total des produits et charges d'intérêts	199,2	-103,8	95,4	185,9	-84,4	101,5

5.2 Produits et charges de commissions

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012			1er semestre 2011		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	0,0	-0,1	-0,1	0,1	-0,1	0,0
Opérations avec la clientèle	14,7	0,0	14,7	14,5	0,0	14,5
Prestation de services financiers	2,0	-1,7	0,3	1,9	-1,8	0,1
Vente de produits d'assurance vie	5,9	//////	5,9	6,4	//////	6,4
Moyens de paiement	4,8	-2,9	1,9	4,3	-2,5	1,7
Opérations sur titres	0,8	-1,2	-0,4	1,2	-1,2	0,0
Activités de fiducie	17,0	0,0	17,0	20,6	0,0	20,6
Opérations sur instruments financiers à terme et de hors-bilan	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Autres commissions	1,6	-0,1	1,5	3,1	-0,2	2,9
Total des commissions	47,1	-6,0	41,1	52,0	-5,8	46,3

5.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Résultats sur instruments dérivés de transaction	1,4	0,5
Résultats sur opérations de couverture	0,0	0,0
- <i>Inefficacité de la couverture de juste valeur</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
* <i>Variation de juste valeur de l'instrument de couverture</i>	<i>-46,3</i>	<i>17,0</i>
* <i>Variation de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts</i>	<i>46,3</i>	<i>-17,0</i>
Résultats sur opérations de change	0,9	0,5
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	2,3	1,0

5.4 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Résultats de cession	1,5	1,3
Dividendes reçus	0,1	0,0
Dépréciation durable des titres à revenu variable	0,0	-0,1
Total des gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	1,6	1,2

5.5 Produits et charges des autres activités

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012			1er semestre 2011		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Résultat de cession d'immeubles de placement	0,0	0,0	0,0	2,1	0,0	2,1
Produits et charges sur immeubles de placement	0,0	0,0	0,0	2,1	0,0	2,1
Charges refacturées et produits rétrocédés	0,5	-0,5	0,0	1,6	-0,6	1,0
Autres produits et charges divers d'exploitation	2,0	-0,3	1,7	1,5	-1,5	0,0
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	2,5	-0,8	1,7	3,1	-2,1	1,0
Total des produits et charges des autres activités	2,5	-0,8	1,7	5,2	-2,1	3,1

5.6 Charges générales d'exploitation

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Charges de personnel	-54,0	-54,7
Impôts et taxes	-3,6	-3,5
Services extérieurs	-26,4	-27,0
Autres frais administratifs	-30,0	-30,5
Total des charges générales d'exploitation	-84,0	-85,3

La décomposition des charges de personnel est présentée ci-dessous :

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Salaires et traitements	-32,2	-37,1
Charges des régimes à prestations et cotisations définies	-3,9	0,0
Autres charges sociales et fiscales	-15,8	-15,4
Intéressement et participation	-2,1	-2,2
Total des charges de personnel	-54,0	-54,7

5.7 Risque de crédit

5.7.1 Coût du risque

<i>en millions d'euros</i>	Dotations	Reprises nettes (1)	Récupérations sur créances amorties	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Prêts et créances interbancaires	0,0	-3,5	0,0	-3,5	0,0
Prêts et créances avec la clientèle	-35,6	24,3	1,2	-10,1	-22,6
Engagements par signature	-4,6	4,9	0,0	0,3	0,2
Total du coût du risque	-40,2	25,7	1,2	-13,3	-22,4

(1) correspondant aux reprises de dépréciations et de provisions nettes des pertes couvertes

5.7.2 Dépréciations et provisions pour risque de crédit

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2011	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	30 juin 2012
Actifs financiers disponibles à la vente	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2
Opérations avec la clientèle	193,4	35,6	-22,3	-12,4	194,4
Autres actifs financiers	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Dépréciations déduites de l'actif	193,7	35,6	-22,3	-12,4	194,6
Provisions sur engagements par signature et sur garanties financières données	14,1	4,6	-4,9	0,0	13,8
Total des dépréciations et provisions pour risque de crédit	207,8	40,2	-27,2	-12,4	208,4

5.8 Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Sociétés financières		
Banque Michel Inchauspe	0,6	0,4
Conservateur Finance	0,2	0,3
Sociétés non financières		
Eurosic SICOMI SA	0,0	2,2
Total de la quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	0,8	2,9

5.9 Gains ou pertes sur autres actifs

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Gains ou pertes sur cessions des participations consolidées	0,0	12,2
Total des gains ou pertes sur autres actifs	0,0	12,2

Au 30 juin 2011, les gains ou pertes sur cessions des participations consolidées comprenaient :

- 11,4 millions d'euros au titre de la plus-value sur cession des titres Eurosic ;
- 0,7 million d'euros au titre de la plus-value sur cession des titres TrustMission.

5.10 Impôts sur le résultat

5.10.1 Composante du poste « Impôts sur le résultat »

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Impôts courants	-12,2	-13,1
Impôts différés	-1,6	-4,8
Impôts sur le résultat	-13,8	-17,9

Au 30 juin 2011, les impôts différés comprenaient notamment (2,6) millions d'euros relatifs à la reprise de l'impôt différé sur la plus-value intragroupe au titre de la cession de l'immeuble Hoche à Eurosic et neutralisé en en 2007.

5.10.2 Rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée et la charge d'impôt théorique

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Résultat net (part du groupe)	26,6	37,9
Part des intérêts minoritaires dans les sociétés consolidées	0,0	-0,3
Quote part de résultat des entreprises mises en équivalence	-0,8	-2,9
Impôts	13,8	17,9
Résultat comptable avant impôts et variations de valeur des écarts d'acquisition (A)	39,6	52,5
Taux d'imposition de droit commun français (B)	34,43%	34,43%
Charge (produit) d'impôts théorique aux taux en vigueur en France (A*B)	13,6	18,1
Effet des différences permanentes	-0,5	-1,7
Impôts à taux réduit et activités exonérées	0,6	0,6
Impôts sur exercices antérieurs, crédits d'impôts et autres impôts	0,1	0,4
Autres éléments	0,0	0,5
Impôts sur le résultat	13,8	17,9
Taux effectif d'impôt (charge d'impôts sur le résultat rapportée au résultat taxable)	34,8%	34,0%

Note 6 – Engagements

6.1 Engagements de financement

Le montant communiqué est la valeur nominale de l'engagement donné.

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Engagements de financement donnés en faveur	1 718,2	1 912,2
- des établissements de crédit	225,0	350,0
- de la clientèle	1 493,2	1 562,2
* Ouvertures de crédit confirmées	1 426,2	1 497,0
* Autres engagements	67,0	65,2
Engagements de financement reçus	1 035,7	555,9
- d'établissements de crédit	991,1	518,9
- de la clientèle	44,6	37,0

6.2 Engagements de garantie

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Engagements de garantie donnés d'ordre	2 401,5	1 892,6
- des établissements de crédit	1 294,9	826,9
- de la clientèle	1 106,6	1 065,6
Engagements de garantie reçus	4 971,8	4 844,2
- d'établissements de crédit	655,0	688,5
- de la clientèle	4 316,8	4 155,7

6.3 Actifs financiers donnés en garantie

Le tableau suivant recense, par nature, la valeur comptable des actifs financiers donnés en garantie de passifs ou de passifs éventuels, tels que les titres remis en pension livrée et les valeurs données en pension non livrée, enregistrés dans les différentes catégories comptables.

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Instruments de dettes	542,1	572,7
Prêts et avances	1 190,9	718,9
Total des actifs financiers donnés en garantie	1 733,0	1 291,6

Au 30 juin 2012, les créances données en garantie relatifs aux dispositifs de refinancement correspondent aux créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du processus TRICP pour 1.190,9 millions d'euros (718,9 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Note 7 – Périmètre de consolidation

30 juin 2012						
Filiales	Pays de constitution ou de résidence	Méthode de consolidation	Evolution du périmètre	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts	
PALATINE ASSET MANAGEMENT	France	Intégration globale	-	100,0%	100,0%	
ARIES ASSURANCES	France	Intégration globale	-	100,0%	100,0%	
CONSERVATEUR FINANCE	France	Mise en équivalence	-	20,0%	20,0%	
BANQUE MICHEL INCHAUSPE	France	Mise en équivalence	-	20,0%	20,0%	

Document accessible au public

Le présent document peut également être consulté sur les sites internet :

- de l'Autorité des Marchés Financiers : www.amf-france.org

- Sur le site de la Banque Palatine : www.palatine.fr,

Rubrique nous connaître, informations financières, Chiffres clés/principaux indicateurs

Des exemplaires du présent document sont disponibles sans frais au siège social de la Banque Palatine : 42, rue d'Anjou – 75008 PARIS.

Contacts

Thierry Zaragoza – Membre du Directoire en charge du Pôle Finances

Téléphone : 01.55.27.95.50

t.zaragoza@palatine.fr

Katia Gely – Directeur de la Communication

Téléphone : 01.55.27.95.15

k.gely@palatine.fr

